

Extrait du Spyworld Actu

<https://www.spyworld-actu.com/spip.php?article12506>

# Comment la Chine contrôle Internet

- Informatique - Internet -



Date de mise en ligne : vendredi 22 janvier 2010

---

**Spyworld Actu**

---

**Le système de censure chinois s'organise en trois cercles qui tentent de réduire le plus possible l'espace de liberté de millions d'internautes. Pékin procède aussi au « hacking patriotique » et, selon les experts, la Chine serait à l'origine de près d'un tiers des « programmes malveillants » de la planète.**

À l'évidence, les cercles les plus conservateurs du pouvoir pékinois rêveraient de transformer l'Internet chinois en gigantesque Intranet pour 1,3 milliard d'habitants, un réseau interne ne puisant aux sources du Web mondial que le juste nécessaire. En tout cas, étanche à ses contenus nuisibles moralement... et politiquement.

À l'automne dernier, le puissant ministre de la Sécurité publique, Meng Jianzhu, a clairement affirmé que le développement rapide d'Internet en Chine posait des « défis sans précédent » en matière « de contrôle social et de maintien de la stabilité ». Et évoqué la nécessité de « mettre sur pied un vaste système de sécurité, qui couvre l'Internet et le monde réel ». Après avoir vu dans Internet une utile soupape pour la marmite sociale, les autorités ont fini par s'inquiéter de ce vecteur de propagation horizontale de conflits locaux à travers tout le pays. Une expression s'est d'ailleurs forgée, les « incidents de masse sur Internet ».

[Le système de censure chinoise](#) s'organise en trois cercles. La police de l'Internet, qui serait forte de 40 000 personnes. Puis tous les opérateurs privés des sites et forums, avec une forme de censure habilement sous-traitée, dont les soldats efficaces ne sont pas comptabilisés. Enfin, et ce n'est pas le moindre des leviers, l'autocensure des internautes, des modérateurs ou des hébergeurs, savamment entretenue.

Au niveau national, la responsabilité de la censure incombe comme souvent à deux structures, l'une dépendant du Parti et l'autre du gouvernement. Le département de la propagande du Parti d'un côté, et le bureau d'information du Conseil d'État de l'autre. À l'occasion de l'affaire Google, le patron de cette deuxième entité, Wang Chen, vient de réaffirmer la nécessité de contrôler Internet pour « guider l'opinion publique ». Ensuite, cette double chaîne se décline à tous les échelons régionaux et administratifs. Avec une cascade de niveaux de responsabilité qui secrète la confusion. « Il y a tellement d'acteurs pour la censure que les critères ne peuvent être unifiés, raconte Hu Xingdou, professeur à l'Institut de technologie de Pékin, ce qui est illégal aux yeux de certains est autorisé par d'autres. »

Cet économiste réputé, écouté par le pouvoir qu'il ne ménage pourtant pas, a eu la malheureuse surprise de voir son blog bloqué au printemps dernier. Et curieusement, alors qu'il est pékinois, par le bureau de surveillance de la police de Suzhou, dans la province du Jiangsu. L'homme ne s'est pas démonté et a lancé ses avocats à l'attaque. En s'en prenant habilement à son hébergeur pour violation de contrat plutôt qu'à la censure étatique. Et il a gagné. « C'était la première victoire de ce genre, estime-t-il, mais je pense que cela ne serait plus possible aujourd'hui. En quelques mois, la liberté sur Internet a considérablement reculé. »

### **Barrage vert et barrage bleu**

La boîte à outils de censure, elle, ne cesse de se remplir. En juin dernier, Pékin avait suscité un tollé international et l'ire de ses internautes en imposant que tout ordinateur vendu en Chine soit équipé d'un logiciel filtrant les contenus pornographiques, Green Dam, le « barrage vert d'escorte de la jeunesse ». Avec le risque d'inclure dans les listes de sites bloqués pour obscénité des contenus sensibles politiquement. Depuis, plus de 700 sites ont été fermés. Dans ce sillage, ont perdu leur licence une rafale de portails très populaires hébergeant des blogs et permettant de partager photos, vidéos, musique ou autres contenus. Deux mois plus tard, une initiative, bien plus efficace, est passée plus inaperçue. Le Blue Dam (« barrage bleu »), impose un filtre, en amont, aux fournisseurs d'accès.

Conséquence immédiate de cette mesure prise en septembre, avant la date sensible du 60e anniversaire de la République populaire, nombre de proxys et de VPN utilisés par les internautes pour contourner la censure sont devenus inopérants. Bien sûr, les plus expérimentés d'entre eux ont trouvé des parades, mais d'autres se sont découragés.

Voilà pour la partie défensive. Mais la censure se fait aussi sur l'avant du front, à l'offensive, par l'intrusion dans les sites et messageries suspectes notamment. L'affaire Google, où des mails de dissidents auraient été visés, pourrait relever de cette stratégie. Pour cela, Pékin peut puiser dans un deuxième cercle de « [cyberguerriers](#) », celui des hackers, ces « hacktivistes », produit d'un mélange de hacking et d'activisme. Le « hacking patriotique » chinois est apparu dès la fin des années 1990, avec des associations comme la Red Hacker's Alliance ou la China Eagle Union - regroupant des milliers de membres. Ils ont notamment fait leurs armes en 1999, après le bombardement « par erreur » par les États-Unis de l'ambassade de Chine à Belgrade, en attaquant des réseaux américains. La même année, des systèmes taïwanais ont été ciblés lors de l'investiture du président indépendantiste à Taïpei.

### Visiteur rouge et visiteur noir

Ce vivier de jeunes loups baignant dans la culture Internet est estimé entre 250 000 et 300 000 personnes. Dans un journal de Hongkong, un hacker chinois confiait récemment que l'Institut de recherche du ministère de la Sécurité publique postait régulièrement des offres d'emploi sur les forums de la mouvance. La NSA américaine, et bien d'autres services dans le monde, font bien sûr de même. Dans [un article](#) paru il y a trois jours dans le [South China Morning Post](#), un dénommé « Lyon » raconte être membre du noyau dirigeant de la Honker Union of China. Le mot honker est la traduction de « visiteur rouge » (hong ke), un jeu de mot nationaliste sur la translation du mot hacker, « visiteur noir » (hei ke).

Le groupe, né à la faveur d'attaques contre des réseaux américains, à la suite de la collision entre un avion espion américain et un appareil chinois au-dessus de la mer de Chine en 2001, revendique 12 000 membres. Lyon nie que ses troupes puissent être derrière les attaques contre Google, en parlant d'indépendance et d'éthique du hacking. Il reconnaît en revanche que certains de ses membres ont participé à l'offensive de rétorsion contre des sites iraniens, après les attaques de hackers iraniens contre le moteur de recherches Baidu. Et qu'ils aident parfois des sites officiels chinois à améliorer leur sécurité. Avec le temps, certains de ces groupes de hackers se sont transformés en sociétés de sécurité Internet, parfois utilisées par l'Armée populaire de libération.

En juin 2009, un « top 5 » des pays producteurs « de [menaces cybercriminelles](#) par tentatives d'infections via Internet » établi par le spécialiste des solutions de sécurité informatique Kaspersky Lab, mettait la Chine sur la première marche du podium avec 56,41 % des attaques. Très loin devant la Russie (5,92 %), les États-Unis (4,86 %) et l'Inde (3,34 %). Même contestables, ces statistiques recouvrent d'autres études et montrent clairement la montée en puissance chinoise sur le versant gris d'Internet. Selon Threat Expert, la Chine serait à l'origine de près d'un tiers des « programmes malveillants » (malwares) de la planète.

### « Les lavés du cerveau »

L'autre grande évolution est ce que certains appellent la « Censure 2.0 », soit une adaptation au Web 2.0. Outre sa masse d'internautes en progression fulgurante - 384 millions selon les derniers chiffres -, la Chine a la particularité de compter un taux de blogueurs extrêmement élevé. Ils seraient près de 160 millions. On parle depuis longtemps du « Parti des 5 maos » (le mao est une subdivision du yuan), pour désigner ces milliers d'internautes payés pour poster des commentaires « positifs » et orienter les débats. Leurs héritiers interviennent de manière de plus en plus sophistiquée sur les forums et réseaux sociaux - notamment les versions chinoises de Facebook, YouTube ou Twitter, dont les originaux sont bloqués depuis l'été dernier et les événements du Xinjiang. « On les reconnaît facilement, s'amuse un étudiant de Tsinghua, on les traite de wu mao ou de nao can, ("lavés du cerveau", NDLR). »

Accompagnant les tendances technologiques, la dernière offensive des censeurs vise la téléphonie mobile. La Chine compte plus de 720 millions d'utilisateurs de téléphones portables et l'usage d'Internet sur les mobiles explose. Toujours par le biais de la répression de la pornographie, les autorités viennent de s'attaquer aux SMS en interdisant les « textos coquins ». En cas d'audace textuelle, l'opérateur bloque la fonction.

Sur les forums chinois, de nombreux internautes s'insurgent contre cette nouvelle contrainte, en se demandant quel espace de leur vie privée va rester un tant soit peu à l'écart des caméras ou logiciels espions. « Qu'ils bloquent des sites pornographiques, pourquoi pas, mais là ce sont nos échanges privés qu'ils scrutent, c'est inadmissible », s'indigne une jeune femme ingénieur. Pour Jerely Goldkorn, éditeur du site Danwei.org sur les médias et l'Internet chinois, « cela ressemble à un vrai programme de prise de contrôle totale de toutes les nouvelles formes de médias, l'une après l'autre ».

La censure a ses effets boomerang. Un autre étudiant raconte que depuis septembre, avec la mise hors service des proxys habituels, il s'est comme bien d'autres tourné vers des logiciels de contournement plus sophistiqués. Et notamment ceux fournis par le Global Internet Freedom Consortium, un organisme basé aux États-Unis... et proche du mouvement Falun Gong, bête noire de Pékin. « Les autorités offrent une visibilité et une sympathie inespérée au Falun Gong », constate un observateur. Comme d'autres organismes américains, le consortium se veut être l'équivalent moderne de Voice of America. En développant des technologies offrant à tous l'accès au bruit du monde, non plus par les ondes, mais par les câbles d'Internet.

*Post-scriptum :*

<http://www.lefigaro.fr/international...>